

Unité départementale du Littoral  
Rue du Pont de Pierre  
CS 60036  
59820 GRAVELINES

GRAVELINES, le 26/07/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 29/06/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **UNEAL**

1 rue Marcel Leblanc  
BP 50 159  
62054 Saint-Laurent-Blangy

Références : H:\\_Commun\2\_Environnement\01\_Etablissements\Equipe\_G1\  
UNEAL\_Mouriez\_070.02387\2\_Inspections\2023 06 29 suite insp du 22 05 10\ fichiers de travail\  
UNEAL\_mouriez\_RAPVI\_070.02387.odt  
Code AIOT : 0007002387

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 29/06/2023 dans l'établissement UNEAL implanté CD 134 hameau de Lambus 62140 Mouriez. L'inspection a été annoncée le 13/04/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- UNEAL
- CD 134 hameau de Lambus 62140 Mouriez
- Code AIOT : 0007002387
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site de Mouriez, dont l'exploitation est encadrée par l'arrêté préfectoral du 22 octobre 2013, est dédié au stockage de céréales depuis 1989. Il a connu plusieurs extensions, la dernière datant de 2010 (construction du silo 3).

La société UNEAL y exploite actuellement :

- un silo vertical béton (silo 1) de 13 275 m<sup>3</sup> et 35,4 m de haut. Il est composé de six cellules béton rondes de 1670 m<sup>3</sup> chacune, deux as de carreaux de 465 m<sup>3</sup>, trois cellules de 600 m<sup>3</sup> et une cellule coupée en deux capacités de 225 m<sup>3</sup> et 300 m<sup>3</sup> ;
- un silo de stockage béton (silo 2) de 13 340 m<sup>3</sup>. Il est composé de deux cellules rondes de 6670 m<sup>3</sup> ;
- un silo de stockage à plat (silo 3) de 39 904 m<sup>3</sup>. Il est composé de six cellules ;
- une tour de manutention en béton de 51 m de haut. Elle contient les élévateurs ainsi que les appareils de nettoyage du grain ;
- un séchoir de 6,7 MW alimenté au GPL (propane) ;
- une cuve aérienne de GPL d'un volume de 70 m<sup>3</sup> (31 tonnes de propane).

Le site est implanté en rase campagne. La maison la plus proche est à plus de 500 m des limites du site. Il est bordé par la route départementale D 134 (trafic < 2000 véhicules/jour), tandis que la route départementale D 939 se situe à 70 m de la limite de propriété, soit à plus de 100 m du silo.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Les suites de la visite du 10/05/2022

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Récolement APMD du 24/08/2022	AP de Mise en Demeure du 24/08/2022, article 1	/	Sans objet
2	Récolement APMD du 24/08/2022	AP de Mise en Demeure du 24/08/2022, article 1	/	Sans objet
3	Récolement APMD du 24/08/2022	AP de Mise en Demeure du 24/08/2022, article 1	/	Sans objet
4	Récolement APMD du 24/08/2022	Arrêté Ministériel du 24/08/2022, article 1	/	Sans objet
5	Récolement APMD du 24/08/2022	AP de Mise en Demeure du 24/08/2022, article 1	/	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a permis de constater que l'exploitant respecte les dispositions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 24/08/2022. Nous proposons donc à M. le Préfet de l'abroger.

## 2-4) Fiches de constats

N° 1 : Récolement APMD du 24/08/2022

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 24/08/2022, article 1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Equipements électriques
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> La société UNEAL exploitant une installation de stockage de céréales en silos sise CD 134 hameau de Lambus sur la commune de Mouriez est mise en demeure de respecter les dispositions des articles 9, 11, 13 de l'arrêté ministériel du 29/03/2004 et de l'article 2.7.3.7 de l'arrêté préfectoral du 18/11/2016 dans un délai de 30 jours à compter de la notification du présent arrêté en : <ul style="list-style-type: none"><li>• installant, dans les zones identifiées dans l'étude de dangers susceptibles d'être à l'origine d'incendie ou d'explosions, des équipements électriques conformes aux prescriptions de l'article 9 de l'arrêté ministériel du 29/03/2004 ;</li></ul>
<b>Constats :</b> L'exploitant a fait procéder à la remise en état des installations électriques de son site et a présenté à l'inspection la facture N° F114216 du 30/12/2022 de la société AMI attestant de cette remise en état. De plus l'exploitant a présenté à l'inspection les rapports de vérification des installations électriques N° 053628782301R002 réalisés le 24/02/2023 par l'Apave, ces rapports ne font pas apparaître d'observations ou de non conformités.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 2 : Récolement APMD du 24/08/2022**

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 24/08/2022, article 1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Inertage des cellules béton fermées
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> La société UNEAL exploitant une installation de stockage de céréales en silos sise CD 134 hameau de Lambus sur la commune de Mouriez est mise en demeure de respecter les dispositions des articles 9, 11, 13 de l'arrêté ministériel du 29/03/2004 et de l'article 2.7.3.7 de l'arrêté préfectoral du 18/11/2016 dans un délai de 30 jours à compter de la notification du présent arrêté en : <ul style="list-style-type: none"><li>• pouvant inerte dans des délais compatibles avec une intervention en cas d'incendie les cellules béton fermées du site ;</li></ul>
<b>Constats :</b> L'exploitant a déclaré avoir fait l'acquisition, pour l'ensemble de ses sites, d'un matériel permettant l'inertage de cellules . Ce matériel est constitué d'un évaporateur, et d'un skid d'injection double sortie permettant un débit d'inertage de (350 Nm <sup>3</sup> /h ) et un débit d'inertage 100 Nm <sup>3</sup> /h. Ce dispositif est stocké sur le site UNEAL de Ramecourt et est mobile par la route. Il a également contracté un contrat auprès d'Air Liquide afin que lui soit mis à disposition de l'azote sous 24 h maximum. <b>Non conformité N°1 :</b> L'exploitant ne dispose pas des flexibles permettant de relier ce dispositif aux cellules et au camion de livraison. Toutefois l'exploitant a transmis à l'inspection par courriel le 18/07/23 le bon de commande N° 4500007426 du 12/07/23 de flexibles à la société FACHON Industrie et le 28/07/23 un bon de livraison du 17/07/23 des flexibles et raccords permettant cette connexion. Cette non conformité est donc considérée comme soldée.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 3 : Récolement APMD du 24/08/2022**

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 24/08/2022, article 1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Nettoyage
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> La société UNEAL exploitant une installation de stockage de céréales en silos sise CD 134 hameau de Lambus sur la commune de Mouriez est mise en demeure de respecter les dispositions des articles 9, 11, 13 de l'arrêté ministériel du 29/03/2004 et de l'article 2.7.3.7 de l'arrêté préfectoral du 18/11/2016 dans un délai de 30 jours à compter de la notification du présent arrêté en : <ul style="list-style-type: none"><li>• Nettoyant les chemins de câbles, la charpente, les grilles de ventilation ;</li></ul>
<b>Constats :</b> L'inspection a constaté que les installations ont été nettoyées, et que celles ci sont en bon état de propreté.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 4 : Récolement APMD du 24/08/2022**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 24/08/2022, article 1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Dispositif d'aspiration
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> La société UNEAL exploitant une installation de stockage de céréales en silos sise CD 134 hameau de Lambus sur la commune de Mouriez est mise en demeure de respecter les dispositions des articles 9, 11, 13 de l'arrêté ministériel du 29/03/2004 et de l'article 2.7.3.7 de l'arrêté préfectoral du 18/11/2016 dans un délai de 30 jours à compter de la notification du présent arrêté en :  • disposant d'un aspirateur présentant toutes les caractéristiques de sécurité nécessaires pour éviter l'incendie et l'explosion ;
<b>Constats :</b> L'exploitant dispose d'un aspirateur placé hors zone Atex . Cet aspirateur est raccordé à des tuyauteries fixes d'aspiration par des flexibles, permettant le nettoyage aux différents étages du silo. Le constructeur de cet aspirateur a également confirmé que celui-ci dispose d'un indice de protection IP 5X.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 5 : Récolement APMD du 24/08/2022**

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 24/08/2022, article 1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, capteurs température des paliers
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> La société UNEAL exploitant une installation de stockage de céréales en silos sise CD 134 hameau de Lambus sur la commune de Mouriez est mise en demeure de respecter les dispositions des articles 9, 11, 13 de l'arrêté ministériel du 29/03/2004 et de l'article 2.7.3.7 de l'arrêté préfectoral du 18/11/2016 dans un délai de 30 jours à compter de la notification du présent arrêté en :  • remettant en état de fonctionnement les capteurs de température des paliers des transporteurs à bande et des élévateurs.
<b>Constats :</b> L'exploitant a fait procéder à la remise en état des capteurs de température des paliers des transporteurs à bande et des élévateurs de son site et a présenté à l'inspection la facture N° F114215 du 30/12/2022 de la société AMI attestant de cette remise en état.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet